

Le monde arabe dans la durée , « Le Printemps arabe » , Editions Le Temps de cerises , Paris , 2011 - , de Samir Amin

Introduction

L'année 2011 s'est ouverte par une série d'explosions fracassantes de colère des peuples arabes. Mais ce « printemps » arabe sera-t-il capable de donner des réponses à la hauteur des défis auxquels les forces démocratiques sont confrontées en Égypte et dans les autres pays arabes? Les arguments qu'on peut avancer en faveur de réponses positives et/ou négatives à cette question sont également puissants et convaincants.

Le monde arabe (et au-delà le monde musulman d'une manière générale) était bien parvenu, dans un passé désormais lointain, à s'imposer comme un acteur actif dans le façonnement de la mondialisation ancienne, pré-moderne. Mais il n'a pas su éviter le déclin et a succombé aux assauts de la mondialisation capitaliste moderne, en dépit de tentatives répétées et fortes au XIX^e puis au XX^e siècles de sortir de son statut de périphérie dominée par l'impérialisme des puissances occidentales.

Le défi, pour être surmonté, exige l'abandon définitif des illusions passéistes, c'est-à-dire de toute perspective « d'islamisation de la société et de la politique ». Non pour se rallier à une occidentalisation de pacotille, au demeurant elle-même parfaitement compatible avec « l'islamisation » en cours, mais au bénéfice d'une libération des capacités inventives des peuples arabes (orientées vers l'invention de l'avenir et non le retour au passé), nécessaire pour leur permettre de devenir des agents actifs dans le façonnement de leur avenir avec et aux côtés des autres peuples en lutte contre le capitalisme/impérialisme dominant.

On ne pourra avancer dans la réflexion et l'action sans un retour sur la lecture critique du passé et du présent du monde arabe. Le titre de l'ouvrage fait référence à « la longue durée », terme emprunté à Braudel. La méthode que je tente de mettre en œuvre reste néanmoins celle du matérialisme historique (je renvoie ici à ce que j'ai écrit à ce propos dans *Les défis de la mondialisation*, 1996, pages 131 à 146). Le monde arabe: depuis quand? Je donnerai mon point de vue sur cette question dans l'introduction du chapitre 2.

Le chapitre premier de ce livre propose une lecture des explosions de l'année 2011 tandis que les quatre chapitres suivants retracent l'évolution dans la longue durée de la place du monde arabe dans les systèmes mondiaux d'hier et d'aujourd'hui, dans le cadre de « l'histoire globale »,

Ces quatre chapitres sont organisés autour de quatre concepts directeurs: la plaque tournante, le déclin, le sursaut, la dérive. Ces titres correspondent à la succession historique de la place et du rôle du monde arabe dans les systèmes anciens du monde tributaire puis dans les phases successives de déploiement du système capitaliste mondialisé. Il y a des chevauchements parce que certaines caractéristiques anciennes se prolongent dans le temps parfois jusqu'aujourd'hui.

Ces réflexions avaient été développées dans bon nombre de mes écrits antérieurs, les uns consacrés à des pays du monde arabe (Égypte, Maghreb, Syrie et Irak, la « nation arabe »), les autres aux questions plus générales portant sur la nature des systèmes « globaux » concernés. Je n'en ai retenu que l'essentiel pour cette présentation de l'état de la question. Le lecteur plus curieux pourra compléter par un retour à mes développements, signalés dans la bibliographie.

Le système mondial ne concerne jusqu'en 1500 que l'hémisphère oriental de la planète (Eurasie et Afrique) qui se développe dans l'ignorance (réciproque) des « mondes précolumbiens », Par contre à partir de 1500 il concerne la planète entière, intégrée dans le déploiement du nouveau capitalisme mondialisé.

Les « printemps » des peuples arabes, comme ceux que les peuples d'Amérique latine connaissent depuis deux décennies, que j'appelle la seconde vague de l'éveil des peuples du Sud- la première s'était déployée au XX^e siècle jusqu'à la contreoffensive du

capitalisme/impérialisme néolibéral - revêt des formes diverses allant des explosions dirigées contre les autocraties qui ont précisément accompagné le déploiement néo libéral à la remise en cause de l'ordre international par les « Pays émergents ». Ces printemps coïncident donc avec « l'automne du capitalisme », le déclin du capitalisme des monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés. Les mouvements partent, comme ceux du siècle précédent, de la reconquête de l'indépendance des peuples et des États des périphéries du système, reprenant l'initiative dans la transformation du monde. Ils sont donc avant tout des mouvements anti-impérialistes et donc seulement potentiellement anti-capitalistes. Si ces mouvements parviennent à converger avec l'autre réveil nécessaire, celui des travailleurs des centres impérialistes, une perspective authentiquement socialiste pourrait se dessiner à l'échelle de l'humanité entière. Mais cela n'est en aucune manière inscrit à l'avance comme une « nécessité de l'histoire ». Le déclin du capitalisme peut ouvrir la voie à la longue transition au socialisme comme il peut engager l'humanité sur la voie de la barbarie généralisée. Le projet de contrôle militaire de la planète par les forces armées des États-Unis et de leurs alliés subalternes de l'Otan, toujours en cours, le déclin de la démocratie dans les pays du centre impérialiste, le refus passéiste de la démocratie dans les pays du Sud en révolte (qui prend la forme d'illusions parareligieuses « fondamentalistes » que les Islam, Hindouisme et Bouddhisme politiques proposent) opèrent ensemble dans cette perspective abominable. La lutte pour la démocratisation laïque prend alors une dimension décisive dans le moment actuel qui oppose la perspective d'une émancipation des peuples à celle de la barbarie généralisée .

Le Maroc et la Tunisie

La monarchie du Maroc, fondée sur une double légitimité nationale et religieuse, a permis des avancées démocratiques garanties tant qu'elles auront l'heure de plaire au roi. Des avancées qui ont de surcroît l'avantage de n'être une menace ni pour les classes dominantes locales, ni pour le système mondial. Sans qu'il ne soit dit que la contradiction grandissante entre les espoirs portés par ces avancées d'une part, et d'autre part les manifestations de la crise sociale que le système des choix associés à la démocratie en question ne permettra pas d'atténuer n'éclate violemment un jour ou l'autre.

Alors qu'ailleurs - en Égypte, en Tunisie, en Irak par exemple - les luttes de libération nationale étaient contraintes de prendre leurs distances à l'égard des monarchies locales, voire d'entrer en conflit avec elles, au Maroc les choses se sont passées d'une autre manière. Laïle conservatrice du mouvement, longtemps dominante et jamais, même par la suite, réduite au négligeable, l'Istiqlal, ne se proposait rien de plus que de rétablir la souveraineté du Maroc et de sa monarchie. L'aile moderniste elle-même était contrainte de taire ses points de vue éventuels sur la question de la monarchie. Cette aile moderniste ne manquait pas d'assise dans le pays. De puissants syndicats ouvriers, qui le sont restés en dépit des effets d'érosion produits par la libéralisation économique et le chômage, et qui de surcroît sont parvenus à sauvegarder leur autonomie non seulement vis-à-vis de l'État (qui n'a jamais cherché à les domestiquer - n'étant pas un État populiste!) mais également vis-à-vis de ses alliés et défenseurs politiques (l'UNFP devenu USFP, le Parti communiste devenu PPS), la classe moyenne en expansion, aspirant à accéder à des parcelles de pouvoir monopolisées par le Maghzen (la « Cour »), les bourgeoisies commerçantes périphériques, elles-mêmes exclues du Maghzen.

Les étapes des concessions mesurées faites par la monarchie à ces forces sont connues: des premières élections parlementaires de 1963 aux amendements constitutionnelles de 1992 et 1996, des premières expériences « démocratiques » (c'est-à-dire acceptant que le gouvernement soit issu d'élections à peu près correctes) à celle qui a porté l'USFP et son leader Abderrahmane Youssoufi au gouvernement en 1998, on dit que le système évolue pour devenir une monarchie parlementaire, qui garderait néanmoins son aura religieuse. Mais après tout la Reine d'Angleterre est bien le chef de l'Église anglicane, n'est-ce pas?

Le pouvoir marocain n'est donc pas confronté à de graves problèmes politiques. Les classes moyennes marocaines n'ont pas de « problème identitaire », comme on le voit dans l'Algérie

voisine. Au demeurant la diversité culturelle ethnique a été gérée par le système marocain sans provoquer de cassure dans la nation, selon le principe traditionnel de la dualité Maghzen (villes et campagnes voisines)/ BLed Siba (campagnes lointaines, en majorité berbérophones), le Roi renouvelant les allégeances tribales sans jamais heurter l'autonomie des chefferies locales. Prenant l'initiative de la promotion de la culture et de la langue Amazigh, le système marocain n'a jamais pensé contradictoires l'arabité, l'Islam et la réalité berbère. L'Islam politique qui tente Le Monde arabe dans la longue durée sa percée ici comme ailleurs se heurte à une légitimité religieuse du Makhzen qu'il n'a pas pu mettre en cause jusqu'à ce jour tout au moins.

Mais le pouvoir par contre est confronté à des problèmes sociaux dont la gravité ne fait que s'amplifier, aucun des gouvernements successifs du pays, même ceux qui peuvent à juste titre s'enorgueillir d'une légitimité démocratique, n'ayant tenté de sortir des ornières du libéralisme mondialisé. Ce n'est donc pas un hasard si ici également les explosions, à répétition, sont le fait des pauvres urbains, la nouvelle classe des victimes du capitalisme moderne. Explosions contenues ou réprimées avec violence, dans le silence des forces démocratiques principales. Mais jusqu'à quand?

De tous les hommes politiques arabes contemporains Bourguiba était celui qui affichait la conviction laïque - mais non démocratique - la plus marquée. Son successeur, Ben Ali, a maintenu ce cap, tout en accompagnant sa mise en œuvre par une dictature policière odieuse (sous le prétexte de combattre l'infiltration islamiste) et d'une captation forcée de toutes les richesses du pays par ses proches et sa famille.

Le Maroc et la Tunisie ont enregistré un certain « succès économique » selon les critères de la Banque mondiale. Les analyses produites par l'économie politique critique dans ces deux pays ont montré la vulnérabilité de ce succès, fondé principalement sur le tourisme. Deux soupapes de sécurité ont favorisé un temps la poursuite de ce modèle: la délocalisation de quelques segments de l'industrie européenne (la confection) et l'émigration. Ces robinets désormais fermés, la crise violente ne pouvait plus être évitée. Elle vient de permettre au peuple tunisien de chasser Ben Ali du pays.

Conclusion

Un défi formidable

L'essentiel de ce livre (les chapitres 2 à 5) avait été écrit avant l'explosion de 2011 dont l'importance m'a conduit à placer son analyse dans un chapitre premier.

Le chapitre 5 donnait déjà une analyse des conflits et des luttes dans le monde arabe qui laissait entendre que l'explosion était prévisible et prévue par nous, sinon par tous les « observateurs étrangers ». Elle plaçait également l'accent sur les confusions et les impasses dans lesquelles ces luttes restaient enfermées. J'avais d'ailleurs posé d'emblée la question dans ce chapitre:

« Ces luttes seront-elles récupérées par l'Islam politique ou parviendront-elles à se libérer de cette illusion passéiste ... Ces luttes parviendront-elles à s'unifier dans un projet positif véritablement alternatif... ? »

L'explosion de 2011 permet d'envisager la possibilité d'une réponse alternative efficace au défi. Mais celui-ci reste formidable et l'enlisement ou l'échec ne sont pas impossibles. Il en est ainsi parce que les périodes de déclin, comme celui des quarante dernières années, retardent la cristallisation d'alternatives cohérentes. Dans ces périodes la pensée critique souffre elle-même du déclin de la société. L'exemple des confusions de la Nahda, à l'origine de la réponse nationale et populaire venue en couronner le déploiement, témoignait de cette insuffisance tragique des limites du nassérisme et des autres expressions du projet national populaire qui a occupé le devant de la scène arabe entre 1950 et 1980, analysées également dans ce chapitre 5. Va-t-on voir alors se répéter cet avortement tragique, les mouvements en cours souffrant des insuffisances et des confusions de la pensée critique des quatre dernières décennies?

Le défi est formidable et il ne l'est pas seulement pour le monde arabe et islamique; il l'est pour toutes les gauches radicales, au Sud et au Nord. Car le triomphe passager du capital des monopoles généralisés et mondialisés a inoculé le « virus libéral » (titre d'un de mes ouvrages) au monde entier. Ce virus convainc ses victimes de la thèse fallacieuse du « capitalisme fin-de-l'histoire » alors même que le système a fait son temps, est devenu synonyme de barbarie envahissante pour tous, et n'a plus la légitimité nécessaire pour assurer la stabilité de sa reproduction. La soumission acceptée aux exigences de cette reproduction chaotique trouve alors sa compensation nécessaire dans l'adhésion parallèle à l'obscurantisme, formulé dans des termes religieux, ethniques ou communautaristes selon les circonstances. L'adhésion générale au moneytheism dont la société étatsunienne donne l'exemple s'accompagne alors par le refuge dans ces formes obscurantistes. Je renvoie ici à mon article L'internationale de l'obscurantisme (en voie de parution dans la revue belge Contradictions). Dans le monde arabe et islamique cette association d'aliénations complémentaires, mercantile et religieuse, qui s'exprime dans la double adhésion à la soumission au « marché » et au projet d'État théocratique (« l'islamisation de la politique et de la société »), constitue une menace mortelle pour toute avancée dans la triple direction de la démocratisation de la société, du progrès social et de l'adoption de postures anti-impérialistes conséquentes.

Le déclin du capitalisme sénile (pour reprendre le titre d'un de mes ouvrages) - c'est-à-dire « l'automne du capitalisme » - n'entraîne pas automatiquement des avancées s'inscrivant dans une perspective alternative meilleure - « le printemps des peuples ». Ces deux réalités peuvent devenir l'endroit et l'envers de la même médaille, ou ne pas le devenir. Cette coïncidence ne pourra prendre corps que si, et dans la mesure où, les luttes des travailleurs et des peuples au Sud et au Nord parviennent à construire leurs convergences dans une perspective socialiste universaliste et plurielle (respectueuse de la diversité dans l'invention du futur) et par ce moyen mettre en déroute les réponses du capital à son déclin, qui à leur tour n'engagent que dans la voie de la barbarie généralisée. L'histoire n'est pas écrite avant d'avoir été vécue.

Pour ce qui concerne les pays de la région, quatre d'entre eux sont des candidats possibles à « l'émergence »: l'Égypte, la Turquie, l'Iran et l'Algérie. Mais cette émergence ne peut acquérir la solidité nécessaire pour son inscription dans la durée que dans la mesure où les systèmes alternatifs construits par les luttes en cours dépassent l'adoption simple de postures rhétoriques anti-impérialistes, se déconnectent effectivement de la mondialisation impérialiste et se déploient en association avec le progrès social et la démocratisation de la société. Ce défi formidable étant défini de cette manière, on peut imaginer des évolutions différentes, favorables ou défavorables à l'émergence des peuples et des nations concernées.

La question démocratique ne peut être réduite à la formule de la démocratie électorale représentative, elle-même en crise. Son alternative - la démocratisation de la société dans toutes ses dimensions - n'est pas seulement « difficile ». La réponse au défi n'exclut pas des formules possibles de « despotisme éclairé » (par opposition au despotisme obscurantiste ou au despotisme policier tout court) qui ont connu de beaux jours dans le passé lointain et proche et n'ont toujours pas épuisé leur potentiel de renouvellement. Mais la démocratisation peut également permettre davantage quand elle est associée au progrès social et s'inscrit dans la construction d'un monde multipolaire authentique.

Les formules de l'adversaire, le capital des monopoles mondialisés, s'articulent pour les périphéries (le Sud) autour de quelques variantes peu différentes les unes des autres: la dictature policière sans projet (le modèle dominant des quarante dernières années), ou la dictature de théocraties (ou d'ethnocraties) conservatrices (le projet de Washington aujourd'hui), au mieux modulées par des apparences de démocratie électorale impuissante.

L'Opinion « occidentale » (si ce terme a un sens) imagine trop facilement qu'il n'y a pas d'alternative autre que l'Islam politique pour les pays concernés. La crainte de tomber dans les pièges de l'islamophobie invite trop facilement à « accepter » cette triste alternative, qui n'en est pas une. L'argument avancé par quantité d'ouvrages publiés en Grande-Bretagne et aux États-Unis (voir par exemple, Elaleh Rostami-Povey, *Irans influence*, 2010) prétend que « l'islamisation du pouvoir et de la société » - en l'occurrence le modèle iranien - n'est pas incompatible avec le « progrès ». On rappelle à satiété à cet effet que dans l'Iran islamique

l'âge de mariage des filles a avancé, comme l'entrée des femmes sur le marché du travail, on reconnaît le recul de l'analphabétisme et de la mortalité infantile, la croissance des effectifs d'étudiants, etc. Ces faits, certes non sans importance, mais que l'on retrouve partout (en Égypte par exemple), traduisent simplement le fait qu'aucune société n'échappe intégralement à certaines exigences minimales de « l'évolution du monde moderne ». Mais ils ne prouvent pas que leur réalité impose à la société une évolution systémique générale à la hauteur du défi. Échec de l'Iran, incapable de s'imposer comme puissance émergente, n'est pas sans rapport avec l'idéologie islamiste qui n' imagine guère un système économique autre que celui du marché en place, encore faut-il préciser dans une version misérable (le « bazar »), comme l'écrit Saeed Rahnema (Iranian Human Rights Society, Toronto, 25 novembre 2010), ou comme je l'ai écrit pour la Somalie (Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie? Pam-bazuka, février 2011). Il n'en est pas différemment en Égypte avec les Frères musulmans. Ce modèle « d'économie de marché misérable et dépendante » est parfaitement compatible avec une interprétation tout autant lamentable de la charia, réduite à la mise en pratique de formes brutales de la soumission des femmes et de l'application de la loi pénale. La bataille pour la laïcité conditionne, dans le monde musulman comme ailleurs, la possibilité d'avancées sociales et démocratiques, elle-même condition d'une émergence durable des nations et des peuples concernés.

Dans ce livre j'ai tenté de convaincre le lecteur que les événements en cours n'acquièrent leur sens, permettant d'en mesurer la capacité de faire face au défi, qu'à la lumière d'une lecture qui les replace dans la longue durée. Comme toujours le passé éclaire le présent. Mais, en sens inverse et complémentaire, déchiffrer les enjeux du présent contribue à donner du sens à la lecture du passé